

**À L'EST
LA GUERRE
SANS FIN
1918-1923**

EXPOSITION
5 OCT. 2018/20 JAN. 2019

**Proposition d'exploitation pédagogique
de l'exposition en lien avec le programme
d'histoire de terminale L/ES**

« *La Première Guerre mondiale n'a pas pris fin le 11 novembre 1918* ». Tel est le fil conducteur de l'exposition « À l'est la guerre sans fin », présentée au musée de l'Armée.

Alors que les conflits cessent en Europe de l'Ouest, la guerre se poursuit à l'est et au Proche-Orient jusqu'en 1923 : ponctuée de révolutions et de guerres civiles qui bousculent le travail des négociateurs de la paix, elle provoque la chute des empires, crée de nouveaux pays et déplace des frontières.

Cent ans après l'armistice et grâce à plus de 250 œuvres issues de 15 pays, l'exposition « À l'est, la guerre sans fin, 1918-1923 » propose de découvrir cette période méconnue et de comprendre comment l'Europe et le Levant se sont recomposés après la Première Guerre mondiale.

(D'après le catalogue de l'exposition)

La place de l'exposition dans les programmes d'histoire de terminale L/ES

L'exposition peut être rattachée plus particulièrement à trois chapitres du programme de terminale L/ES

Thème 1 – Puissances et tensions dans le monde de la fin de la Première Guerre mondiale à nos jours ; question : Les chemins de la puissance ; mise en œuvre : **Les États-Unis et le monde depuis les « 14 points » du Président Wilson (1918)**

Thème 2 – Idéologies et opinions en Europe de la fin du XIX^e siècle à nos jours ; question : Socialisme et mouvement ouvrier ; mise en œuvre : **Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875.**

Thème 3 – Puissances et tensions dans le monde de la fin de la Première Guerre mondiale à nos jours ; question : **Un foyer de conflits ; mise en œuvre : Le Proche et le Moyen-Orient, un foyer de conflits depuis la fin de la Première Guerre mondiale**

Sélection d'un corpus documentaire en lien avec les programmes scolaires

Cette proposition de parcours de l'exposition vise à attirer l'attention des élèves plus particulièrement sur des documents et œuvres directement en lien avec leur programme de terminale L/ES. Elle n'exclut bien évidemment pas de s'intéresser aux autres aspects de l'exposition riche et variée.

Le parcours pédagogique s'appuie sur une vingtaine de documents présentés dans les salles 1, 2, 3 et 5 avec une notice rédigée d'après le catalogue de l'exposition.

Chaque salle est organisée autour d'une thématique. Le parcours a été conçu pour une visite d'une heure et demi environ et est complété par un questionnaire élève et son corrigé qui permettent de conserver une trace écrite exploitable ensuite en classe au moment où chacun des trois chapitres concernés est traité.

Quatre grands empires dominant l'Europe centrale et orientale en 1914 : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie et, de manière résiduelle, l'Empire ottoman.

L'acharnement et la durée du conflit affectent durement les empires et plus particulièrement la Russie, l'Empire ottoman et l'Autriche Hongrie. Conséquences de la défaite des quatre empires : des populations très diverses, dont la guerre a souvent accru les aspirations nationales, doivent s'adapter, à l'est et au Levant, à une situation inédite, marquée par la violence et l'instabilité.

(D'après le catalogue de l'exposition)

Documents-clés

La « fin » de la guerre et la date de 1918 sont particulièrement emblématiques dans les intitulés de programmes : elles sont le point de départ des chapitres « États-Unis et le monde depuis 1918 » et « Conflits et tensions au Proche et Moyen-Orient depuis 1918 » et constituent un jalon chronologique important dans « Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875 ».

Il est donc intéressant de contextualiser les trois chapitres en partant des portraits des différents dirigeants des pays belligérants et de la carte montrant l'évolution des frontières de l'Europe entre 1914 et 1918 présentés à l'entrée de l'exposition. Ensuite, il s'agit de montrer aux élèves que si l'armistice sonnait au clairon le 11 novembre est un jalon chronologique important, les conditions de la paix et du partage des territoires ont commencé à être réfléchies par les Français et les Britanniques en amont.

Doc. 1 Le clairon de l'armistice du 11 novembre 1918

► Trois chapitres concernés

Le 7 novembre 1918, à 20 heures 20, un convoi de cinq véhicules allemands se présente devant les lignes françaises du 171^e régiment d'infanterie dans le secteur de la Capelle (Aisne). Dans les automobiles se trouvent les plénipotentiaires allemands venus négocier l'armistice. Afin de conduire la délégation jusqu'au poste de commandement de la division de la Capelle, le caporal Pierre Sellier remplace son homologue allemand sur le marchepied de la voiture de tête pour jouer le cessez-le-feu durant le trajet.



Doc. 2 Carte officielle et lettres (copie de la lettre française, Paris, 9 mai 1916 et original signé de la lettre britannique, Londres, 16 mai 1916) des accords Sykes-Picot relatifs à la création d'un État ou d'une confédération d'États arabes dans la région syrienne

► Chapitre sur Proche-Orient : ces accords sont cités dans la première partie du chapitre, lorsque l'on évoque la domination européenne de la région

Anticipant la défaite de l'Empire ottoman, les Alliés ont, en pleine guerre, négocié à leur profit un plan de démembrement des provinces orientales de l'Empire. Les discussions entre François Georges Picot, premier secrétaire à l'ambassade de France à Londres et Mark Sykes, conseiller diplomatique du secrétaire du War Office, débouchent en mai 1916 sur un accord qui prend la forme d'un échange de lettres entre l'ambassadeur de France à Londres, Paul Cambon et le secrétaire du Foreign Office, Edward Grey, passé à la postérité sous le nom de ses négociateurs. Trois statuts sont envisagés :

- l'administration directe ou indirecte par les puissances (avec une zone colorée en bleu pour la France et en rose pour la Grande-Bretagne) ;
- des États indépendants sous influence française (zone A) et britannique (zone B) ;
- enfin une zone brune sous administration internationale.

Après l'annonce des cessez-le-feu et la signature des armistices vient le temps de l'organisation de la paix. La conférence de la paix ouvre à Paris le 18 janvier 1919. Les délégations des pays belligérants représentent les revendications de leur pays dans la capitale française. Mais comment faire la paix après de très dures années de guerre, qui ont exacerbé les tensions nationales ? Les attentes des peuples sont fortes, parfois irréalistes.

Documents-clés

Le chapitre sur « *Les États-Unis et le monde depuis les 14 points du président Wilson* » débute par le rôle de Wilson dans les négociations de la paix en Europe. Le wilsonisme peut être évoqué à partir de quatre documents présentés dans l'exposition.

Doc. 1 Message du 8 janvier 1918 du président Wilson au Congrès listant les 14 points

Moins d'un mois après la paix séparée de Brest Litovsk, qui a ravivé l'espoir de triompher chez les puissances centrales, le président américain Wilson énonce des principes sur lesquels la paix doit être négociée. Les nouvelles frontières ne seront pas dessinées par le sort des armes mais par le sentiment national des populations. Ces Quatorze Points doivent devenir après la guerre le socle de nouvelles relations internationales où la sécurité des États ne repose plus sur des alliances mais sur un multilatéralisme garanti par une Société des Nations.

Doc. 2 Photographie de la séance d'inauguration de la conférence de la paix, le 18 janvier 1919, à Paris au quai d'Orsay, dans le salon de l'Horloge du ministère des Affaires étrangères

Deux mois après la fin des hostilités, la France est au cœur de la diplomatie internationale en accueillant la conférence de la paix. Seules les puissances alliées des cinq continents sont admises à participer aux négociations tandis que les minorités ont la possibilité de faire valoir leurs revendications. L'Allemagne, après de longues discussions, et les autres pays vaincus (Autriche-Hongrie, Bulgarie et Empire Ottoman) sont exclus de cette conférence qui est donc celle des vainqueurs.

Doc. 3 Photographies des membres du « conseil des 4 » et « Une » des journaux sur les négociations du traité de paix

Afin d'accélérer la prise de décision sur les questions capitales et de répondre aux questions urgentes qui se posent dans une Europe bouleversée par la guerre et la révolution russe, le Président Wilson invite les Premiers ministres de France – Clemenceau – de Grande-Bretagne – Lloyd George – et d'Italie – Orlando – à partir du 24 mars 1919 à constituer avec lui un conseil plus étroit, dit « Conseil des quatre ».

Doc. 4 Traité de paix dit « traité de Versailles » signé à Versailles le 28 juin 1919 : original de l'instrument de ratification français, ratifié à Paris, le 13 octobre 1919

Le traité de Versailles est signé pour la partie française par cinq plénipotentiaires : Georges Clemenceau, président du Conseil et ministre de la Guerre, Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, Louis-Lucien Klotz, ministre des Finances, André Tardieu, commissaire général aux Affaires de guerre franco-américaines et Jules Cambon, ambassadeur de France. D'après la Constitution de la IIIe République, il doit passer devant le Parlement qui en approuve le texte ; il est ensuite signé par le représentant du pouvoir exécutif, le président Raymond Poincaré. Ensuite, il peut entrer en vigueur.

Après l'éclatement des empires allemand et russe, en 1917-1918 se créent ou se recréent, sur ces immenses territoires, des entités politiques moins étendues mais plus nombreuses : outre la Russie et l'Allemagne, isolées, diminuées par les défaites et par les troubles intérieurs, il faut compter avec la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, l'Ukraine... Dans ce contexte chaotique, la France intervient de multiples manières, y compris militaire, se posant en garant des traités et de la stabilité politique.

Documents-clés

Une période du chapitre sur « *Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875* » est illustrée dans cette salle.

Les documents permettent d'abord d'évoquer le « modèle » des révolutions russes en Europe et plus particulièrement pour les Spartakistes en Allemagne.

Puis l'exposition permet de comprendre la situation politique et insurrectionnelle en Allemagne avec la mise en place de la république des conseils et la révolution spartakiste. On comprend aussi comment les communistes sont combattus par la jeune République allemande avec la création des Freikorps.

Doc. 1 Affiche sur la révolution russe « Bonne année »

Après le renversement du tsar Nicolas II et la prise de pouvoir par les bolcheviks, l'armée impériale est dissoute et la jeune République soviétique crée l'Armée rouge, par décret en janvier 1918. Celle-ci a pour mission de combattre les ennemis de la révolution et de la Russie aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. La date retenue pour célébrer la création de cette armée est celle du 23 février 1918, date des premiers affrontements avec l'armée impériale allemande sur le front de l'Est à Pskov et à Narva.

Doc. 2 Affiche de propagande de Spartakus

On désigne communément par « spartakisme » un mouvement politique issu de la gauche de la social-démocratie allemande et qui a fixé peu à peu son orientation politique après le 4 août 1914 en s'opposant violemment à la tactique de « l'union sacrée » préconisée et pratiquée par la direction majoritaire du Parti social-démocrate. Ce mouvement (guidé par ses leaders Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg) a pris une part active à la révolution allemande de novembre 1918 et à la proclamation de la république des conseils le 9 novembre 1918. Il a abouti à la constitution du Parti communiste d'Allemagne (K.P.D.) le 1^{er} janvier 1919 à Berlin.

Doc. 3 Photographie de Karl Liebknecht s'adressant à la foule et photographie de « rebelles spartakistes » s'emparant d'un bâtiment à Berlin le 5 janvier 1919

La révolte spartakiste de Berlin ou révolte de janvier est le nom donné à la grève générale et aux combats qui l'ont accompagnée en Allemagne entre le 5 et le 12 janvier 1919. Son déclenchement, puis sa répression par des Corps francs, constituent l'un des principaux épisodes de la révolution allemande.

Doc. 4 Casque et uniforme des Freikorps pour lutter contre l'extension du communisme

En janvier 1919, lors de la révolte spartakiste, le gouvernement allemand, dirigé par le socialiste SPD Friedrich Ebert, fait appel à des volontaires – les Freikorps ou corps francs – pour réprimer ce que beaucoup d'Allemands perçoivent comme une tentative de prise du pouvoir communiste à l'instar de la Russie bolchevique. Les Freikorps sont donc des troupes paramilitaires constituées de soldats démobilisés à la suite de la défaite allemande de 1918. Ces anciens officiers, cadets nationalistes et étudiants de droite ne se battent pas forcément pour la défense de la République mais avant tout pour écraser le communisme et font parfois preuve d'une extrême et incontrôlable violence (en témoigne l'assassinat de Liebknecht et Luxemburg).

Le traité de Sèvres, signé le 10 août 1920, réduit l'Empire ottoman à une peau de chagrin et provoque un vaste mouvement de résistance armée en Anatolie, conduit par le général Mustapha Kemal Pacha, le futur Atatürk. Puis, les victoires militaires remportées par les troupes nationalistes turques changent la donne et rendent possible l'élaboration d'un nouveau traité (de Lausanne) qui anéantit les espoirs d'autonomie des entités nationales, arabes, arméniennes et kurdes, d'autant que la France et la Grande-Bretagne imposent, sous l'égide de la SDN, leur autorité sur la Syrie, le Liban, la Palestine et l'Irak (mandats).

Documents-clés

Le chapitre sur « *Conflits et tensions au Proche et Moyen-Orient* » débute par la définition et la délimitation de cette région.

Les documents de l'exposition permettent de voir l'influence européenne au Levant, avec les mises en place des mandats par la SDN ainsi que les ambitions des différents nationalismes sur les décombres de l'Empire ottoman.

Avant de regarder les documents et œuvres de cette salle, il est important de rappeler les accords Sykes-Picot présentés en salle 1.

Doc. 1 Tenue arabe et dague du lieutenant-colonel Thomas Edwar Lawrence (dit Lawrence d'Arabie, 1888-1935)

Jeune archéologue, T. E. Lawrence est affecté en octobre 1914 au service du renseignement militaire de l'état-major du Caire, puis au bureau arabe. Envoyé comme officier de liaison auprès de Fayçal, il participe à la bataille d'Akaba contre les Ottomans et conduit les troupes arabes jusqu'à Damas. De janvier à juin 1919, il accompagne la délégation arabe conduite par Fayçal au congrès de Paris. Face à l'opposition de la France qui ne veut en aucun cas remettre en cause l'accord Sykes-Picot, il ne parvient pas à faire triompher sa cause : un État arabe indépendant sous l'égide des Hachémites.

Doc. 2 Photographie de Fayçal et emblème de l'émir Fayçal pris par les Français durant la bataille de Khan Meyssaloun (24 juillet 1920) opposant l'armée du Levant menée par le général Gouraud et l'armée du royaume arabe de Syrie menée par Fayçal

Le 11 mars 1920, l'émir Fayçal, fils du chérif Hachémite Hussein, gardien des Lieux Saints de La Mecque et ami de « Lawrence d'Arabie » se fait élire roi de « Grande Syrie » à Damas, après que les Anglais en ont chassé les Turcs. Mais les Français, au nom d'une longue tradition de protection des chrétiens orientaux, revendiquent et obtiennent de la société des Nations (SDN) un mandat sur le Liban ainsi que sur la Syrie. Le général Gouraud chasse aussitôt Fayçal de Damas. En « compensation », les Anglais lui offrent le trône d'Irak.

Doc. 3 Proclamation du grand Liban par le général Gouraud le 1er septembre 1920 à Beyrouth

Le 28 avril 1920, la France est officiellement investie par la Société des Nations d'un « mandat pour la Syrie et le Liban ». Pressée par les représentants de la communauté chrétienne maronite, la France détache de l'ancienne Syrie un grand Liban qui rassemble le mont Liban mais aussi la vallée de la Bekaa et le littoral. L'État du Grand-Liban (« État indépendant sous mandat français ») est officialisé le 1^{er} septembre 1920 par un décret du général Gouraud, haut-commissaire français pour le Levant. La nouvelle Syrie inclut quant à elle trois entités politiques distinctes : l'État de Damas, l'État d'Alep et le territoire des Alaouites.

Doc. 4 Fanion de la première division du Levant « Cilicie, 1919-1921 »

Le 30 octobre 1918, l'Empire ottoman cesse les combats et signe l'armistice de Moudros. Conformément aux accords de Sykes-Picot, les Français entendent récupérer certains territoires issus du territoire ottoman. Ainsi, en 1919, ils occupent la Cilicie (Anatolie du Sud) finalement récupérée par la Turquie en 1921.

Doc. 5 Photographie de Mustafa Kémal

Promu général en 1917, Mustafa Kémal fait de l'Anatolie la base du mouvement nationaliste qui s'incarne, en 1919, dans un gouvernement provisoire agissant indépendamment de celui de Mehmed VI à Istanbul, puis il est élu à la présidence de la Grande Assemblée nationale réunie à Ankara (10 août 1920). Au lendemain du traité de Sèvres (1920), qui sacrifie l'indépendance de la Turquie, il rallie massivement à sa cause les partisans du Sultan Mehmed VI. Après ses victoires sur les Arméniens, les Kurdes et les Grecs (1920-1922), il donne à la Turquie des frontières qui sont reconnues par les Alliés au traité de Lausanne (1923).

Doc. 6 Traité de Lausanne, signé le 24 juillet 1923

Le traité de Lausanne précède de quelques semaines la proclamation de la République turque, le 29 octobre 1929. Alors que le traité de Sèvres sanctionnait l'Empire ottoman de son entrée en guerre aux côtés des puissances ennemies, la Turquie regagne dans ce nouveau traité les territoires perdus en 1920. Les changements de frontières sont suivis d'importants transferts forcés de populations : plus d'un million de chrétiens rejoignent la Grèce – certains ne parlent que le turc – et 400 000 musulmans gagnent l'Asie mineure. Seul le sort de Mossoul, au nord de l'Irak, reste en suspens : réclamée par les Turcs en raison de la présence des Kurdes et par les Britanniques pour son pétrole, la ville est attribuée à l'Irak en 1925.

**Ressources**

► **À l'est, la guerre sans fin, 1918-1923**, catalogue de l'exposition réalisé sous la direction de François Lagrange, Christophe Bertrand, Carine Lachèvre et Emmanuel Ranvoisy, éditions Gallimard/Musée de l'Armée, septembre 2018.

- **Les sorties de guerre** : conférences organisées dans l'académie de Paris le 11 avril 2018
- **Site du musée de l'Armée**
- **Sur Clemenceau**
 - Web-documentaire réalisé par CANOPE
 - Exposition au Panthéon
 - Site sur l'année Clemenceau

« À l'est, la guerre sans fin »

Salle 1 La dissolution des Empires

- 1 – Localisez et rappelez les principaux États belligérants de la guerre.
.....
.....
- 2 – Qu'appelle-t-on les accords Sykes-Picot ? Par qui sont-ils signés ? Quand ? Que prévoient-ils ?
.....
.....
- 3 – En plus du texte qui le proclame, comment l'armistice est-il annoncé ?
.....
.....

Salle 2 La fabrique des traités

- 4 – En janvier 1918, alors que la guerre n'est pas terminée, quelles idées propose le président américain Wilson pour les négociations de paix à venir ?
.....
.....
- 5 – Quand et où s'ouvrent les négociations de paix ? Qui y participe ?
.....
.....
- 6 – Comment se déroulent ces négociations ? Qui conseille ? Qui décide ?
.....
.....
- 7 – Quel traité est signé entre la France et l'Allemagne suite à cette conférence ? Comment a-t-il été préparé et accueilli ?
.....
.....

Salle 3 Les marches à l'est

- 8 – Quand la Russie sort-elle de la guerre ? Qui est alors au pouvoir en Russie ?
.....
.....
- 9 – Quand est créée l'Armée rouge ? Dans quel but ?
.....
.....
- 10 – Présentez la ligue de Spartakus : dans quel contexte est-elle née ? Quelles sont ses idées ?
.....
.....

- 11 – Qui sont les leaders de Spartakus ?
.....
.....

- 12 – Quelle est la réaction de la jeune République allemande face à la révolution spartakiste ?
.....
.....

Salle 5 Le Levant

- 13 – Quel empire occupe le Levant au début de la guerre ? Quel est son dirigeant ?
.....
.....
- 14 – Quelles sont les aspirations de l'émir Fayçal dans le Levant en 1918 ?
.....
.....
- 15 – Quel archéologue britannique soutient les ambitions de Fayçal ?
.....
.....
- 16 – Quelle est la position des Français par rapport aux ambitions de Fayçal et des Anglais ?
.....
.....
- 17 – Qu'obtient l'armée du Levant dirigée par le général Gouraud en 1920 ?
.....
.....
- 18 – Quel traité (jamais appliqué), signé le 10 août 1920 entre les alliés et l'Empire ottoman de Mehmed VI, confirme l'armistice de Moudros ?
.....
.....
- 19 – Qui est Mustafa Kémal ? Quelle lutte mène-t-il ?
.....
.....
- 20 – Quel traité fixe les frontières de la Turquie en 1923 ?
.....
.....

« À l'est, la guerre sans fin »

Salle 1 La dissolution des Empires

1 – Localisez et rappelez les principaux États belligérants de la guerre.

Deux camps s'affrontent pendant la Grande Guerre. Le camp des Alliés (appelé l'Entente jusqu'en 1917) comprend la France, le Royaume-Uni, la Russie, qui sont rejoints en 1915 par la Serbie, la Belgique, la Roumanie, la Chine, le Japon et l'Italie, puis par les États-Unis et la Grèce en 1917. Dans le camp des puissances centrales sont réunies l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, rejointes pendant le conflit par la Bulgarie et l'Empire ottoman.

2 – Qu'appelle-t-on les accords Sykes-Picot ? Par qui sont-ils signés ? Quand ? Que prévoient-ils ?

Le 16 mai 1916, après des mois d'échanges épistolaires entre Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, et Sir Edward Grey, secrétaire d'État au Foreign Office, l'orientaliste et conseiller pour le Moyen-Orient au Foreign Office Sir Mark Sykes et le diplomate français François Georges-Picot signent un document qui projette de redéfinir les frontières du Moyen-Orient sur les décombres de l'Empire ottoman allié de l'Allemagne. Ces accords prévoient de découper le Levant en trois : une zone rose formée par la Mésopotamie serait sous administration directe de la Grande-Bretagne tandis que la France s'approprierait une zone bleue comprenant le Mont-Liban, la côte syrienne et la Cilicie. La Palestine est, pour sa part, internationalisée, Jérusalem étant une ville sainte pour les trois monothéismes.

Les accords Sykes-Picot sont tenus secrets avant d'être révélés en 1917 lors de la révolution d'Octobre en Russie, les Bolchéviques découvrant une copie du texte dans les archives du ministère des Affaires étrangères.

3 – En plus du texte qui le proclame, comment l'armistice est-il annoncé ?

Le 7 novembre 1918, le 171^e régiment d'infanterie est en position à La Capelle (Aisne). Vers 14 heures, un officier allemand se présente pour annoncer que la mission officielle des parlementaires allemands arrivera par la route venant d'Haudroy. À 20 heures 20, le convoi avance avec un drapeau blanc flottant sur la première voiture. Un trompette debout sur le marchepied sonne le « cessez-le-feu ». Le capitaine Lhuillier fait signe au convoi de s'arrêter. Le caporal-clairon Pierre Sellier, né le 8 novembre 1892 à Beaucourt (territoire de Belfort), remplace le clairon allemand et sonne le « cessez-le-feu » sur le marchepied de la première voiture comme en témoigne l'inscription

sur le pavillon de son clairon : « Clairon de la victoire/La Capelle/7 novembre 1918 – 21 heures/Pierre Sellier caporal/au 171^e Rt d'infanterie ».

Le 9 novembre 1918, l'empereur d'Allemagne Guillaume II abdique. Après avoir négocié avec le maréchal Foch, généralissime des armées alliées en France, les parlementaires allemands signent l'armistice dans la clairière de Rethondes. Le 11 novembre 1918 à 11 heures, le feu cesse sur le front occidental après 1561 jours de guerre. Pour annoncer l'armistice, Pierre Sellier sonne à nouveau le cessez-le-feu à la Pierre d'Haudroy comme le font les autres clairons régimentaires sur l'ensemble du front.

Salle 2 La fabrique des traités

4 – En janvier 1918, alors que la guerre n'est pas terminée, quelles idées propose le président américain Wilson pour la paix à venir ?

Le 8 janvier 1918, le président démocrate des États-Unis Thomas Woodrow Wilson prononce un discours devant le Congrès américain dans lequel il énonce 14 propositions pour l'après-guerre. Ce texte est connu sous le nom de « 14 points de Wilson » et a servi de base aux discussions des participants à la conférence de la Paix qui s'est déroulée de janvier à juin 1919 à Paris. On peut résumer les 14 points ainsi :

1. Suppression de la diplomatie secrète
2. Liberté de navigation sur les mers
3. Suppression des barrières économiques
4. Limitation des armements
5. Prise en compte des intérêts des populations lors des revendications coloniales
6. Évacuation du territoire russe
7. Rétablissement de la Belgique
8. Retour de l'Alsace-Lorraine à la France
9. Fixation des frontières italiennes en tenant compte du principe des nationalités
10. Autonomie des peuples d'Autriche-Hongrie
11. Libre accès à la mer pour la Serbie
12. Ouverture des détroits de navigation
13. Création et indépendance, avec accès à la mer, de la Pologne
14. Création d'une Société des Nations

« À l'est, la guerre sans fin »

5 – Quand et où s'ouvrent les négociations de paix ? Qui y participe ?

Réunissant vingt-sept États, la conférence de la Paix de 1919 est chargée de mettre un terme diplomatiquement à la Première Guerre mondiale. Ouverte le 18 janvier 1919, la conférence de Paris a un programme immense : avec la chute des grands empires, les frontières européennes sont à redessiner, les circuits économiques et commerciaux à recréer. La situation alimentaire et l'instabilité politique découlant de la révolution bolchevique sont également des préoccupations constantes des « artisans de la paix » de même que leur souci de pérenniser leurs constructions grâce à une organisation de sécurité collective. Les pays vaincus ne sont pas représentés à cette conférence.

6 – Comment se déroulent ces négociations ? Qui conseille ? Qui décide ?

La France ayant été un des principaux lieux d'affrontement de la Première Guerre mondiale, c'est à Paris que les pays vainqueurs ont décidé de réunir la conférence de la Paix, investie d'une double mission : la création de la Société des nations (SDN) et l'élaboration des traités de paix à soumettre aux pays vaincus. Chacun des États représentés fait des propositions, des experts sont entendus sur certaines questions précises. En réalité, cette conférence a été dominée par les chefs de délégation des quatre principaux pays vainqueurs réunis en « Conseil des 4 » : le président américain, Wilson ; le président du Conseil français, Clemenceau ; le Premier ministre britannique, Lloyd George et le chef du gouvernement italien, Orlando.

7 – Quel traité est signé entre la France et l'Allemagne suite à cette conférence ? Comment a-t-il été préparé et accueilli ?

Près d'un demi-siècle après la proclamation de l'Empire allemand, Georges Clemenceau savoure sa revanche : le 28 juin 1919, l'Allemagne vaincue signe le traité de paix (dit « traité de Versailles ») dans la galerie des Glaces, c'est-à-dire à l'endroit même où son empire avait été proclamé en 1871. Les négociations ont été difficiles. La conférence de la paix a préparé le traité en tenant l'Allemagne à l'écart. Les Alliés ont mené seuls les débats et n'étaient pas d'accord entre eux. La France – qui l'emporte finalement – voulait écarter définitivement le danger allemand et mettre l'Allemagne à genoux. La Grande-Bretagne voulait au contraire lui conserver son rang. Les États-Unis rêvaient d'un monde pacifié avec la SDN. L'Italie réclamait avant tout les territoires qu'on lui avait promis en 1915. Le traité est

finalement soumis à l'Allemagne, le 7 mai. Il est très dur. Ses contre-propositions, soumises le 29, sont toutes rejetées. L'Allemagne refuse de signer. Le 17 juin, les Alliés lui donnent cinq jours pour se décider. L'Allemagne s'incline finalement devant ce qu'elle appelle un « diktat ».

Salle 3 Les marches à l'est

8 – Quand la Russie sort-elle de la guerre ? Qui est alors au pouvoir en Russie ?

La Russie tsariste s'est engagée dans la guerre en 1914. La Révolution de février 1917 qui a renversé Nicolas II met en place un gouvernement provisoire contrôlé par des modérés qui poursuivent la guerre. Mais après la révolution d'octobre, les Bolcheviques au pouvoir guidés par Lénine promulguent un décret sur la paix et sollicitent un armistice. Le 15 décembre 1917, les hostilités sont suspendues entre la Russie et l'Allemagne et le 3 mars 1918, la Russie bolchevique signe à Brest-Litovsk un traité de paix séparée avec l'Allemagne, ce qui entraîne pour elle la perte de nombreux territoires : la Finlande, les pays baltes, la Pologne, l'Ukraine, une partie de la Biélorussie et la moitié de l'Arménie.

9 – Quand est créée l'armée Rouge ? Dans quel but ?

L'Armée rouge est créée par les Bolcheviques, à la suite de la révolution d'Octobre, afin de combattre la contre-révolution des Armées blanches soutenues par les puissances étrangères. Il s'agit de défendre le communisme à l'intérieur et à l'extérieur de la Russie. Le décret de création est signé le 29 janvier 1918. Mais c'est le 23 février qui est fêté comme jour anniversaire de l'Armée rouge, en souvenir de son affrontement contre les forces allemandes, le 23 février 1918 à Pskov et à Narva. Cette armée, qui ne doit avoir dans ses rangs que des volontaires, est conçue comme une armée révolutionnaire, composée d'ouvriers et de paysans : c'est l'armée du prolétariat.

10 – Présentez la ligue de Spartakus : dans quel contexte est-elle née ? Quelles sont ses idées ?

On désigne communément par « spartakisme » un mouvement politique issu de la gauche de la social-démocratie allemande et qui a fixé peu à peu son orientation politique après le 4 août 1914 en s'opposant violemment à la tactique de « l'Union Sacrée » préconisée et pratiquée par la direction majoritaire du Parti social-démocrate. Ce mouvement inspiré par l'exemple bolchevique a pris une part active

« À l'est, la guerre sans fin »

à la révolution allemande de novembre 1918 et à la proclamation de la république des conseils le 9 novembre 1918. Il a abouti à la constitution du Parti communiste d'Allemagne (K.P.D.) le 1er janvier 1919 à Berlin.

11 – Qui sont les leaders de Spartakus ?

Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ont reproché au SPD d'accepter la politique du gouvernement du I^{er} Reich et de soutenir la guerre. Très engagés dans l'internationalisme pacifiste, ils ont organisé, à partir du 4 août 1914, le rassemblement des militants socialistes opposés au vote des crédits de guerre. Ce groupe pacifiste et révolutionnaire devient ligue Spartakus en hommage à l'esclave Spartacus. Les écrits et les actions de Rosa Luxemburg lui ont valu de fréquents séjours en prison.

12 – Quelle réponse militaire la jeune République allemande d'Ebert fait-elle à Spartakus ?

L'insurrection des spartakistes, menée à Berlin en janvier 1919, est sévèrement réprimée sous le commandement de Gustav Noske. Les Freikorps (troupes paramilitaires constituées de soldats démobilisés à la suite de la défaite allemande de 1918) arrêtent puis assassinent Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg au soir du 15 janvier 1919.

Salle 5 Le Levant

13 – Quel empire occupe le Levant au début de la guerre ? Quel est son dirigeant ?

Mehmed VI est le 36^e et dernier sultan ottoman de 1918 à 1922, ainsi que l'avant-dernier calife du monde musulman, les deux pouvoirs étant réunis au moment de son règne. Il prend part à la guerre aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

14 – Quelles sont les aspirations de l'émir Fayçal dans le Levant en 1918 ?

L'émir Fayçal, fils du chérif Hachémitte Hussein, gardien des Lieux Saints de La Mecque rêve d'un État arabe indépendant sous l'égide des Hachémites sur le territoire de l'ancien Empire ottoman.

15 – Quel archéologue britannique soutient les ambitions de Fayçal ?

Fayçal est soutenu par le jeune archéologue britannique T. E. Lawrence, dit « Lawrence d'Arabie » affecté en octobre 1914 au service du renseignement militaire de l'état-major du Caire, puis au bureau arabe.

16 – Quelle est la position des Français par rapport aux ambitions de Fayçal et des Anglais ?

La France ne veut en aucun cas remettre en cause les accords Sykes-Picot. Le 11 mars 1920, l'émir Fayçal se fait élire roi de « Grande Syrie » à Damas, après que les Anglais en ont chassé les Turcs. Mais les Français, au nom d'une longue tradition de protection des chrétiens orientaux, revendiquent et obtiennent de la Société des Nations (SDN) un mandat sur le Liban ainsi que sur la Syrie. Le général Gouraud chasse aussitôt Fayçal de Damas. En « compensation », les Anglais lui offrent le trône d'Irak.

17 – Qu'obtient l'armée du Levant dirigée par Gouraud en 1920 ?

Le 28 avril 1920, la France est officiellement investie par la Société des Nations d'un « mandat pour la Syrie et le Liban ». Pressée par les représentants de la communauté chrétienne maronite, la France détache de l'ancienne Syrie un grand Liban qui rassemble le mont Liban mais aussi la vallée de la Bekaa et le littoral. L'État du Grand-Liban (« État indépendant sous mandat français ») est officialisé le 1er septembre 1920 par un décret du général Gouraud, haut-commissaire français pour le Levant. La nouvelle Syrie inclut quant à elle trois entités politiques distinctes : l'État de Damas, l'État d'Alep et le territoire des Alaouites.

18 – Quel traité signé le 10 août 1920 entre les alliés et l'Empire ottoman de Mehmed VI (et jamais appliqué) confirme l'armistice de Moudros ?

Le traité de Sèvres est signé entre l'Empire ottoman et ses ennemis de la Première Guerre mondiale le 10 août 1920. L'Entente, victorieuse, impose alors ses conditions et achève le démembrement de l'Empire ottoman qui perd les quatre cinquièmes de son territoire. Malgré sa signature, ce traité est tout de suite contesté et jamais ratifié.

19 – Qui est Mustafa Kémal ? Quelle lutte mène-t-il ?

Mustafa Kemal Atatürk (le père des Turcs) naît le 19 mai 1881 à Salonique. Déçu par le partage de l'Empire ottoman à la suite de la Première Guerre mondiale, Atatürk prend la tête de la rébellion. Promu général en 1917, Mustafa Kémal fait de l'Anatolie la base du mouvement nationaliste qui s'incarne, en 1919, dans un gouvernement provisoire agissant indépendamment de celui de Mehmed VI à Istanbul. Puis il est élu à la présidence de la Grande Assemblée nationale réunie à Ankara (10 août

« À l'est, la guerre sans fin »

1920). Au lendemain du traité de Sèvres (1920), qui sacrifie l'indépendance de la Turquie, il rallie massivement à sa cause les partisans du Sultan Mehmed VI. Après ses victoires sur les Arméniens, les Kurdes et les Grecs (1920-1922), il donne à la Turquie son indépendance et des frontières qui sont reconnues par les Alliés au traité de Lausanne (1923). Il devient le premier président de la République turque. Moderne, durant son mandat il octroie le droit de vote aux femmes, et inscrit la laïcité dans la constitution. Il meurt le 10 novembre 1938.

20 – Quel traité fixe les frontières de la Turquie en 1923 ?

Le traité de Lausanne précède de quelques semaines la proclamation de la République turque le 29 octobre 1929. Alors que le traité de Sèvres sanctionnait l'Empire ottoman de son entrée en guerre aux côtés des puissances ennemies, la Turquie regagne dans ce nouveau traité les territoires perdus en 1920. Les changements de frontières sont suivis d'importants transferts forcés de populations : plus d'un million de chrétiens rejoignent la Grèce – certains ne parlent que le turc – et 400 000 musulmans gagnent l'Asie mineure. Seul le sort de Mossoul, au nord de l'Irak, reste en suspens : réclamée par les Turcs en raison de la présence des Kurdes et par les Britanniques pour son pétrole, la ville est attribuée à l'Irak en 1925.

